

## **CONCLUSION**

**Michel Camdessus**

*78<sup>e</sup> Semaine Sociale*

*Paris - 16 novembre 2003*

Eminence, Chers Amis,

Permettez-moi, en guise de conclusion, de souligner quelques points saillants de nos échanges.

Grâce aux travaux des sociologues qui ont ouvert la session, nous savons mieux ce que nous sommes, hommes et femmes de France, en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, face à l'argent : largement décomplexés par rapport à son usage, au service bien sûr de la satisfaction des besoins mais aussi de la qualité de la vie. Soit. Mais plus l'argent envahit notre quotidien, plus grandit notre malaise : existe-t-il encore une place pour le don, pour l'échange gratuit ou tout sera-t-il peu à peu transformé en marchandises ?

Et puis ils nous ont montré cela aussi : nous bricolons nos règles personnelles du bon usage de l'argent, avec une forte tendance à justifier nos pratiques. Les Français, qui se déclarent si généreux dans les sondages, ne le sont finalement pas tant que cela dans la pratique...

Nous avons vu combien il était facile d'être d'accord sur les grandes idées et les principes pour guider nos rapports à l'argent. Mais en revanche, nous avons découvert, à travers les conférences, débats et carrefours, combien étaient nombreuses nos difficultés à les mettre en pratique chaque jour dans nos vies. Et c'est bien là que l'on nous attend. Il faut que finissent ces grandes déclarations sur la supposée générosité des Français car, dans les faits, tout cela reste bien modeste. Et que cessent les fausses excuses : ainsi celle sur l'argent de la solidarité nationale qui serait devenue trop anonyme. Peut-être, les prélèvements collectifs se font-ils piéger par leur caractère "obligatoire". Notre responsabilité de citoyens est de redonner un sens à ce qui est ainsi mis en commun.

Il est réconfortant d'entendre qu'il n'y a de fatalité de prise de pouvoir d'un Leviathan financier qui régnerait pour mille ans, en un système irrésistiblement réducteur de tout en rien d'autre que lui-même. L'argent n'a pas de majuscule ; il y a toujours quelque chose à faire pour le mettre à sa place. Nous voyons bien cela : les politiques ont plus d'intégrité et de marge de manœuvre qu'on ne le croit ; les chefs d'entreprises responsables n'abdiquent pas devant leurs directions financières ; dans l'extrême complexité des arbitrages quotidiens qu'ils rendent, le souci de l'harmonie très fragile de la communauté humaine qu'ils forment avec les salariés, les clients, les actionnaires et tout leur environnement, passe avant la maximisation immédiate du profit, quelles que soient les préférences ou les contraintes à court terme des analystes financiers. Cette liberté par rapport à l'argent est possible, mais elle a un prix : un effort de discernement quotidien, quels que soient la nature et le niveau de la responsabilité que nous exerçons. Et plus encore, chaque jour, un chemin de conversion -allons, lâchons le mot- de conversion à la société, dans nos pratiques du "partage" dans la famille, dans l'entreprise, comme consommateurs et épargnants et comme citoyens.

Je ne reviens pas sur nos réponses personnelles aux deux questions centrales qui, ces trois jours, ont fait retentir dans nos cœurs la vieille question à Caïn : "Qu'as-tu fait de ton frère ?" Et celle implicite dans le mot de Pane à Thimothe : "L'Amour de l'argent est la source de tous nos maux ?". D'où les questions : Qu'est-ce que j'aime ? Qui est-ce que j'aime ? Mais il y a des questions plus concrètes, si je peux ainsi m'exprimer.

Nous avons beaucoup parlé des rémunérations importantes des dirigeants qu'il est temps évidemment de soumettre à quelque discipline, et peut-être pas assez de ceux qui, en bas de l'échelle sociale, souffrent de salaires trop faibles. Lorsque le temps partiel est imposé et que la rémunération horaire est proche du SMIC, les travailleurs pauvres ne peuvent subvenir à la satisfaction des besoins de leur famille, ce qui est, depuis longtemps déjà, en contradiction avec la doctrine sociale de l'Eglise.

C'est là qu'il était important que la parole des sans-argent et des sans-voix soit entendue. Nos amis d'ADT-Quart Monde et de Solidarité Nouvelle contre le Chômage nous ont

permis de l'entendre. Cette parole nous appelle à cheminer avec eux dans la durée, à nous écouter mutuellement, à établir avec eux un partenariat dans tout le sens riche de ce terme. C'est ici que, comme le demande le Saint-Père, l'imagination de la charité doit se déployer dans des formes nouvelles d'engagements, comme ces associations nous en montrent le chemin, entre les grandes formes collectives et publiques de solidarité et l'émiettement des formes individuelles de charité sans relation durable.

Répondre à la "nouvelle donne" de l'économie mondiale que la mondialisation financière suscite, nous invite évidemment une fois de plus à rechercher, dans l'enseignement social chrétien, des "choses anciennes et des choses nouvelles", pour nous aider à imaginer de nouvelles formes de coopération, le partenariat par exemple, pour en faire une pratique nouvelle et non un instrument rhétorique de plus. Si nous en respectons la logique, il devrait nous faire faire quelques pas de plus vers un monde plus fraternel.

Je pense aussi à la réhabilitation du don, que nous avons retrouvée à diverses reprises au cours de ces trois jours, comme la seule porte de sortie, si nous voulons faire face à toutes les asymétries du monde, pour parler en économiste, simplement en hommes raisonnables. Je pense encore à la nécessité de faire prévaloir le respect de la parole donnée dans un monde où nous sommes si prompts à prendre des engagements et à les oublier sitôt éteints les lampions des grandes conférences internationales. Et enfin, réagir à ces effets de distorsions dans le pouvoir économique que la financiarisation entraîne en imaginant les formules qui

permettraient de rétablir un meilleur partage et un meilleur usage de la propriété et de ses revenus.

Partenariat, don, respect des engagements, ce sont-là des orientations fondamentales pour notre temps, sur lesquelles la pensée sociale chrétienne doit continuer de s'enrichir et nous, bien évidemment, tenter d'orienter l'attitude des pouvoirs publics. Ils sont en charge d'ailleurs, mais pas eux seulement, de cette transformation du système financier international dont nous avons tracé quelques linéaments ce matin. Les hommes politiques ne le feront pas cependant tant que les experts de sciences politiques continueront de constater qu'en matière de système financier international, c'est l'immobilisme qui est "politiquement rationnel". Pourquoi ? Le Professeur Jacques Généreux <sup>(1)</sup> en a trouvé plusieurs raisons, mais l'une d'entre elles est indiscutable, c'est l'indifférence des "électeurs des pays occidentaux aux enjeux du développement dans le reste du monde". Il nous appartient donc, comme citoyens, de renverser cette pseudo-rationalité et de faire du changement vers la solidarité et le partage le seul choix rationnel. Nous le pouvons :

---

<sup>1</sup> Jacques Généreux dans "Un système financier international pour le bien commun" – Finance et Bien Commun, n° 6/7 – 2001.

- d'abord en nous informant et en aidant les autres à se former ;
- en exigeant que la parole donnée en notre nom soit tenue ;
- en nous assurant que ceux qui nous représentent dans les organisations publiques ou celles de la société civile agissent dans le sens de cette "nouvelle donne" ;
- en suscitant par notre imagination et notre engagement toutes sortes de partenariat Nord-Sud ;
- en exerçant notre sens de responsabilité :
  - ✓ comme épargnants et investisseurs pour servir concrètement un développement humain,
  - ✓ comme citoyens : chaque année la chose est plus claire aux Semaines Sociales, c'est un formidable appel à un renouvellement de notre responsabilité citoyenne qui nous est lancé dans sa triple dimension locale, européenne et

mondiale. Le FSE adresse un message similaire. Laissez-moi dire à ce propos -avec un brin de malice- combien nous avons été heureux de constater que l'énorme succès populaire des Semaines Sociales de France n'a pas trop affecté le succès "multitudinaire" du Forum. C'est bien ainsi.

Mais méditons le message qu'il nous adresse -au-delà des slogans- sur cette demande de formes nouvelles de la citoyenneté participative. Cela dit, cette exigence de citoyenneté doit nous amener à reconnaître qu'il n'y a pas "d'acquis" qui puisse être "sanctuarisé", si nous voulons tenir dans leur totalité les engagements que nous avons pris, car une société de fraternité ne se construit pas sur le seul sacrifice du surplus des riches ; écoutons plutôt Jean-Baptiste de Foucauld nous rappelant que, pour construire un développement durable et solidaire, nous devons remettre en question notre modèle de consommation et opter pour ce qu'il appelle "l'abondance frugale". Je ne résiste pas à la tentation de la citer :

"L'abondance illimitée, dans tous les domaines, est une supercherie. Nous avons besoin d'un nouveau concept de

richesse qui serve de clef de voûte au développement durable. Le terme *d'abondance frugale* serait plus approprié : il vise à mettre de la fragilité là où il y a excès de (fausse) richesse, afin de pouvoir mettre un peu plus de légitime abondance là où règne une injustifiable pauvreté. En déclinant ce concept à tous les niveaux, individuel, local, national, européen, mondial, en en faisant une sorte de principe d'organisation et de règle de vie individuelle et collective, nous pourrions espérer reconstituer les bases de la solidarité. Nous pourrions retrouver un équilibre souple et durable de développement, un développement où le marché serait encadré par des valeurs, et non nos valeurs réduites à n'être plus que des sous-produits du marché".

Face à ces développements, nos responsabilités de citoyens de la nouvelle Europe grandissent. La réunion de vingt-cinq pays d'Europe change singulièrement la donne à cet égard. Mais parler d'Europe nous confronte d'entrée à deux problèmes assez largement inattendus.

L'un qui est celui de la référence religieuse, l'autre de ses responsabilités mondiales.

Le premier, par un hasard de l'histoire, est contemporain d'un typique problème franco-français du voile islamique. Ce n'était pas les sujets de notre session, mais les Semaines Sociales de France se sont toujours voulues, depuis bientôt un siècle, un lieu de rencontre entre la foi des chrétiens et les problèmes de la société. A l'occasion de l'actuelle session, nous ne pouvons pas cacher notre inquiétude devant les menaces qui pèsent sur la libre expression des convictions religieuses de chacun. Nous partageons sur ce point la préoccupation des Evêques de France récemment réunis à Lourdes, préoccupation exprimée par leur Président, Mgr Ricard, dans des termes particulièrement opportuns et que je rappelle ici :

"La proposition d'interdire aux élèves le port de tout signe religieux dans le cadre scolaire quand il ne trouble pas l'ordre public nous semble une régression de la liberté religieuse. Nous sommes inquiets quand la demande d'une loi l'emporte sur l'éducation des consciences et sur une pédagogie qui s'inscrit dans la durée. Des mesures senties comme répressives, loin d'endiguer le communautarisme, ne peuvent

que le renforcer..." Et moi, j'ajouterais : et offrir une aubaine de plus aux extrémismes politiques.

"La vraie laïcité, continue Mgr Ricard, est celle qui contribue à faciliter un meilleur vivre ensemble de toutes les composantes d'une société". *(fin de citation)*

Cette tradition positive de la laïcité rend bien difficile à comprendre la lecture réductrice des racines historiques de l'Europe que notre pays tente de faire prévaloir à Bruxelles. Mais venons-en à nos responsabilités économiques européennes et mondiales.

Notre responsabilité et notre devoir de solidarité changent d'échelle. Bien sûr, nous savons qu'il va nous falloir répondre par un sursaut de solidarité aux besoins des nouveaux membres de l'Union européenne. Des décisions ont été prises. Nous aurions tort de penser qu'elles règlent définitivement les comptes. Si nous voulons que s'opèrent chez nos nouveaux concitoyens les miracles que l'Europe a su provoquer en Italie, en France même, au Portugal, en Espagne, en Irlande, il nous faudra, pendant bien des années encore, jouer le jeu de cette

solidarité européenne dont nous savons d'ailleurs que nous profiterons tous. Mais laissez-moi mentionner une dimension de la solidarité qui n'est, à ma grande surprise, que bien rarement soulignée, celle qui s'attachera désormais à notre rang de première puissance commerciale mondiale.

Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur cette responsabilité des vingt-cinq en leur nouvelle unité à l'égard du reste du monde. Les objectifs du millénaire que nous avons évoqués ce matin s'imposent à cette Europe tout entière, particulièrement évidemment à l'égard de l'Afrique dont nous ne pouvons tolérer qu'elle soit à nos portes le continent de la désespérance, au moment même où le projet de nouvelle constitution de l'Europe définit celle-ci, non sans une belle audace, comme "un espace privilégié de l'espérance humaine". C'est là un défi que nous devons affronter ensemble -à vingt-cinq- pour difficile qu'il nous semble. Il nous atteint en fait dans notre identité profonde. Après tout, ce débat sur la reconnaissance constitutionnelle de l'identité chrétienne de l'Europe, ne devons-nous pas faire en sorte, par l'exercice efficace de notre responsabilité et de notre solidarité à l'égard des plus pauvres, que l'Europe soit reconnue comme chrétienne

au moins, mais n'est-ce pas l'essentiel, comme le Ressuscité au partage du pain ?

Chers Amis, nous devons apprendre ce plus de partage et comme Européens, nous devons l'apprendre ensemble. Ce sera là le fruit décisif, le diamant noir, de notre réunion de Lille. Permettez-moi d'y revenir en concluant.

Nous nous engageons, à l'occasion de la fête de notre centenaire à Lille du 23 au 27 septembre prochain, dans une magnifique aventure. Vous le savez -et le Saint-Père a bien voulu y faire chaleureusement allusion dans le message qu'il nous a adressé- nous souhaitons faire de ce centenaire, avec le soutien fraternel d'un grand nombre d'organisations sœurs européennes, l'occasion d'une rencontre entre tous ceux qui, dans cette nouvelle Europe, s'attachent à étudier et à diffuser l'enseignement social chrétien, pour discerner ensemble les fondements de la société européenne à construire.

C'est un choix très réfléchi que nous portons depuis maintenant plusieurs années avec nos amis européens. Il nous semble que c'est être fidèle à l'esprit de ceux qui ont lancé les

Semaines Sociales de France voici un siècle que de poursuivre ce travail désormais, de plus en plus dans un réseau d'amitiés chrétiennes européennes tourné vers la réflexion, l'échange et - si nécessaire- l'action ensemble.

Face à cette option qui nous engage vers le large, nous sommes mains nues. Nos moyens matériels, vous vous en doutez, ne sont en rien à l'échelle de cet événement qui rassemblera des milliers de personnes venus des quatre coins d'Europe, et plus, si le Saint-Père peut nous y rejoindre. L'objectif nous semble cependant si essentiel que nous voulons aller de l'avant et cette détermination est, croyez-le, fraternellement partagée par nos partenaires européens. Ce n'est rien moins que l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle que nous inaugurerons ensemble, la constitution à peine votée, au moment où il sera le plus urgent que les valeurs que nous portons soient reconnues et incarnées dans l'action concrète de nous et de nos frères européens, tous ensemble.

Nous vous demandons donc à tous de nous accompagner par tous vos moyens, par vos réseaux d'amitiés, par vos connaissances des langues étrangères, par votre

disponibilité, par votre aide financière qui sera très nécessaire, à réaliser ce pas en avant. Nous nous organisons pour vous tenir au courant, pour recevoir vos offres de soutien quelle qu'en soit la forme. Nous sommes certains que vous voudrez faire de cette rencontre votre affaire et votre fête. Nous comptons sur vous.

\_\*\_\*\_\*\_